

**CONSEIL MUNICIPAL DE SAINTE-AULDE du 8 décembre 2014**

**PROCES VERBAL DE LA SEANCE**

L'an deux mil quatorze, le 8 décembre 2014, à 20 h 00, le conseil municipal légalement convoqué, s'est réuni à la mairie, sous la présidence de Monsieur Gérard GEIST, maire.

**PRESENTS** : MM. BAHIN Martial, BENEY Jean-Marc, BOURGEADE Florence, BOYER Patricia, COTTRAY Brigitte, DE CAGNY Clémentine, GEIST Gérard, MAGUERESSE Nicole, PASCARD Evelyne, RIBET Dominique, TAUUVY Philippe, THOMINET Francis, , WONGERMEZ Claudine.

**ABSENTS EXCUSES** : CLEMENT Eric ayant donné pouvoir à Gérard GEIST, VIET Avelino ayant donné pouvoir à Jean-Marc BENEY.

**SECRETAIRE DE SEANCE** : M THOMINET Francis.

Adoption à l'unanimité du compte rendu du conseil municipal du 3 octobre 2014.

**1. Création du conseil municipal des jeunes de l'école**

En date du 28 mars 2014, les maîtresses de l'école des Noisetiers avaient soumis l'idée d'instaurer un conseil municipal des jeunes de l'école. Après des élections réalisées dans la classe de CM1-CM2, trois élèves ont été élus par leurs camarades pour les représenter et faire valoir leurs idées et leurs propositions auprès du conseil municipal des...adultes : Lucie GONCALVES MOREIRA, Lou LAMY, Bryan PRIN. Ils ont été conviés par le maire à prendre place autour de la table du conseil.

**Le conseil municipal, à l'unanimité, approuve l'initiative et la création de ce conseil municipal des jeunes de l'école.**

Chacun ayant préparé quelques questions, monsieur le maire leur donne la parole.

L'un demande si un ramassage scolaire pouvait être à nouveau mis en place sur la commune pour desservir l'école. Un autre demande s'il est possible d'écrouler le bac à sable pour construire un gymnase pour les jours de pluie, et tous les trois proposent une petite participation bénévole lors de la fête communale par exemple.

Monsieur le maire donne brièvement réponse à leurs demandes et promet de se pencher dessus ultérieurement pour un prochain conseil.

**2. Modification du PADD (Plan d'aménagement et de développement durable)**

Depuis le lancement du PLU, le 23 février 2012, de nouvelles lois urbanistiques sont venues modifier le cadre initial du projet communal (évaluation environnementale, calcul des capacités d'extension, loi Alur, cadrage des zones naturelles, projection du nombre d'habitants en fonction du Scot).

Le premier PADD voté en décembre 2012, a dû en conséquence intégrer les nouvelles dispositions légales, et ce, en accord avec la DDT.

**Après relecture du PADD actualisé, le conseil municipal adopte à l'unanimité le nouveau PADD (joint à la présente délibération).**

**3. Demande de dérogation pour archives de plus de 100 ans**

La commune détient au coffre-fort des registres d'état civil de plus de 100 ans (depuis 1668). Au fur et à mesure des années, elle a rénové les registres abimés les plus anciens, mais ceux-ci devraient être conservés aux Archives départementales de Seine-et-Marne.

La commune souhaiterait, en application de l'article L 212-11 du code du patrimoine portant dérogation de dépôt des archives de plus de 100 ans aux Archives départementales de Seine-et-Marne, demander dérogation à M. le préfet, afin de conserver en mairie lesdits registres. Ceux-ci sont en effet régulièrement consultés par des particuliers pour des recherches en généalogie.

Dès obtention d'un éventuel accord, il va de soi que la commune utilisera le formulaire de déclaration en préfecture correspondant.

**Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire, approuve à l'unanimité la proposition envisagée.**

#### **4. Prise en charge de la sépulture de Jérôme Gilland à Château Thierry**

2015 sera le bicentenaire de la naissance de Jérôme Gilland (1815-1854), dont le corps repose au cimetière de Château-Thierry.

Il naquit à Sainte-Aulde au Petit Moncel, avant de devenir écrivain, militant de la cause ouvrière et député en 1849 de l'assemblée constituante.

Aujourd'hui, sa sépulture mériterait un entretien, afin de continuer à honorer la mémoire de cette personnalité saintaldaise, mais aussi d'interrompre la procédure de reprise de la concession engagée par la commune de Château-Thierry.

Après avoir obtenu l'accord de principe écrit de la municipalité de Château-Thierry, monsieur le maire propose à son conseil de prendre en charge la restauration de la concession et du nettoyage de la stèle. Une cérémonie pourrait être organisée à cette occasion

**Après en avoir délibéré, le conseil municipal, décide d'engager les menus frais afférents à cette restauration.**

#### **5. Acquisition par don d'une parcelle de terrain.**

La famille D'Agostino possède une parcelle de terrain (D n° 82) sise rue de Chamoust, à hauteur de « La vieille rue », avec une habitation légère de loisirs en très mauvais état.

Cette famille ne pouvant entretenir elle-même le terrain et ce cabanon, a proposé d'en faire don à la commune, moyennant que celle-ci prenne en charge les frais y afférents (entretien, droits de mutation...).

Les courriers de chaque frère et sœur sont parvenus en mairie, mentionnant cette volonté de don.

Reste à la commune de prendre l'attache du notaire, qui pourrait être comme par le passé, Maître Girard à Saâcy-sur-Marne.

**Le conseil municipal, après avoir entendu l'exposé de Monsieur le maire, décide à l'unanimité d'accepter cette donation, d'entretenir le terrain, et de prendre l'attache du notaire susnommé.**

#### **6. Demande de dérogation pour le brûlage des déchets ménagers.**

Vu le code de l'environnement et notamment le titre IV du livre V relatif aux déchets ;

Vu le code de la santé publique et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre III relatif à la protection de la santé et de l'environnement ;

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment le titre II du livre II de la 2<sup>ème</sup> partie relatif aux services communaux ;

Vu le code forestier et notamment le titre II du livre III relatif à la défense et la lutte contre l'incendie ;

Vu le règlement sanitaire départemental et notamment le titre IV consacré à l'élimination des déchets eu aux mesures de salubrité générale ;

Vu l'arrêté préfectoral N° 2011-173-008 du 22 juin 2011 relatif à l'emploi du feu et au débroussaillage ;

Considérant que la commune de Sainte-Aulde n'adhère pas aux ramassages des déchets verts pour limiter le coût des ordures ménagères à ses administrés ;

Considérant que la commune se trouve à plus de 5 kms d'une déchetterie ;

Considérant le nombre de personnes ne possédant pas de véhicule approprié pour se rendre en déchetterie ;

Considérant que la commune est des plus rurales, où l'immense majorité des habitants possède une parcelle de terrain pourvue de déchets verts potentiels ;

Considérant que la réglementation en vigueur est relative au Grand Paris dont Sainte-Aulde est à l'extrême frange, à quelques centaines de mètres de la Picardie, et donc concernée à la marge des dispositions de l'Ile de France ;

Considérant qu'une réglementation des feux sera plus restreinte par un arrêté du maire comprenant une relative souplesse que par une interdiction totale qui sera récuremment bafouée et non pénalisable,

**Le conseil municipal, décide à l'unanimité, de demander à M. le préfet une dérogation, au regard des considérants énoncés ci-dessus, dit que monsieur le maire saura faire respecter l'arrêté prescrit au risque d'être repris par les forces de l'ordre publique.**

#### **7. Délibération pour nouveau contrat d'entretien de l'éclairage public**

Suite à l'exposé de Mme Pascard au conseil municipal du 3 octobre 2014, le contrat d'entretien de l'éclairage public sera confié, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, à l'entreprise TPSM, prévoyant deux visites générales préventives annuelles pour un coût total de main-d'œuvre de 540 € HT, contre 800 € précédemment.

**Le conseil municipal accepte à l'unanimité cette nouvelle disposition qui permet de réduire la charge de fonctionnement de l'éclairage public.**

Cette position sera de nouveau débattue pour l'année 2016, en fonction du service de maintenance proposé par le SDESM (Syndicat des Energies de Seine et Marne) qui est en cours d'étude.

#### **8. Délibération pour engager la rénovation partielle de points lumineux de la commune**

La rénovation de notre parc, pour anticiper la disparition des ballons fluorescents, est à l'étude. Un comptage des vieux foyers (éclairage blanc) indique que 25 points lumineux sont à remplacer.

Une première tranche prévoyant le remplacement de 10 foyers en 2015, pour un montant de 7 890 euros TTC (devis TPSM) est proposée au conseil municipal.

Une demande de subvention est déposée auprès du SDESM.

Une deuxième et dernière tranche pourra être lancée en 2016.

**Le conseil municipal, après avoir entendu cet exposé, à l'unanimité, autorise M. le maire à engager ces travaux de rénovation.**

#### **9. Transfert des pouvoirs de polices spéciales, du maire au président de la communauté de communes du Pays fertois**

Le transfert des polices spéciales du maire afférentes aux compétences de la communauté de communes (assainissement, eau potable, etc.), doivent être transférées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015 à la communauté de communes.

**Après avoir entendu la lecture de la circulaire 2014-02 de la préfecture faite par monsieur le maire, le conseil municipal adopte à l'unanimité, le transfert des pouvoirs de police spéciale au président de la communauté de communes du Pays fertois.**

#### **10. Adoption du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées. (CLECT)**

Lors de la première réunion du la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT) le jeudi 20 novembre 2014 à la communauté de communes du Pays fertois, le rapport précisant les conditions du transfert des charges a été approuvé par les membres présents de la CLECT (sauf deux abstentions). Il est demandé au conseil municipal d'approuver ledit rapport

Monsieur le maire donne une synthèse du règlement intérieur ainsi que du rapport et explique en détails les enjeux et les nouvelles modalités des transferts des taxes professionnelles vers les communes via la CCPF. Il indique notamment qu'au fur et à mesure de l'acquisition de nouvelles compétences par la CCPF, lesdits transferts devront être réduits à proportion du coût desdites nouvelles compétences ; ce qui sera

le rôle de la CCPF. Il appelle l'attention de chacun sur le choix qu'a effectué le conseil de la CCPF d'attribuer une voix (et une seule) par commune au sein de la CLECT.

**Après avoir entendu l'exposé fait par monsieur le maire, le conseil municipal adopte à l'unanimité le rapport présenté.**

#### **11. Participation financière suite au dépassement horaire des interventions musicales**

La présente convention a pour objet de valider une augmentation de la participation financière suite au dépassement horaire des interventions musicales de l'école de musique du Pays fertois au sein de l'école de Sainte-Aulde, durant l'année scolaire 2013/2014. Le supplément pour la commune est de 129 € (soit 6 heures x 21.50 €).

**Après avoir entendu l'exposé fait par monsieur le maire, le conseil municipal accepte à l'unanimité la prise en charge supplémentaire et autorise le maire à signer l'avenant à la présente convention.**

#### **12. Nouveau contrat pour le changement d'imprimante**

La commune est locataire des imprimantes couleur de la mairie et de l'école depuis 5 ans. Le contrat arrivant à terme, il est nécessaire de le renouveler. Après avoir pris l'attache de deux sociétés, la société ACXL est la mieux placée. La commune réaliserait une économie trimestrielle de 1 402,02 €, avec du matériel neuf et plus performant.

**Après avoir entendu l'exposé fait par monsieur le maire, le conseil municipal autorise à l'unanimité la signature de ce nouveau contrat, pour les deux imprimantes couleurs.**

#### **13. Adoption de la compétence tourisme au sein de la communauté de commune du Pays fertois**

- **Vu** les articles L 5211-17 et L 5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
- **Vu** la délibération du 27 décembre 2011 approuvant les statuts de la Communauté de communes du Pays fertois ;
- **Vu** l'avis favorable de la commission « tourisme » de la Communauté de communes du Pays fertois ;
- **Vu** l'avis favorable de la commission « administration générale » de la Communauté de communes du Pays fertois ;
- **Vu** la délibération n°S9-2014-0064 en date du 26 novembre de la Communauté de communes du Pays fertois, modifiant ses statuts,
- **Considérant** l'objectif de fusionner les deux offices de tourisme de Jouarre et de La Ferté-sous-Jouarre pour mener une politique touristique cohérente à l'échelle de la communauté de communes du Pays fertois et de le mettre également au service des communes du territoire,
- **Considérant** la nécessité d'acquérir cette compétence en vue de créer cet office de tourisme intercommunal,

**Après avoir pris connaissance du dossier et en avoir délibéré, le conseil municipal approuve à l'unanimité la création de l'article 16 des statuts, consistant à étendre les compétences de la communauté de communes du Pays fertois à la création d'un office de tourisme intercommunal assurant les missions suivantes :**

- accueil et information du public,
- promotion touristique du territoire,
- commercialisation de produits touristiques,

- animation et accompagnement des opérateurs touristiques publics ou privés exerçant sur le territoire communautaire,
- conduite de missions d'accompagnements techniques concourant au développement sur le territoire communautaire, d'actions et de projets touristiques publics ou privés,
- exploitation d'équipements touristiques jouant un rôle structurant dans la mise en œuvre de la stratégie de développement touristique.

#### **14. Adoption de la compétence développement numérique au sein de la communauté de commune du Pays fertois**

- **Vu** les articles L 5211-17 et L 5721-2 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) ;
- **Vu** l'article L 5211-45 relatif à la consultation de la commission départementale de coopération intercommunale (CDCI) sur tout projet de création d'un syndicat mixte ;
- **Vu** la délibération du 27 décembre 2011 approuvant les statuts de la Communauté de communes du Pays fertois ;
- **Vu** l'avis favorable de la commission « nouvelles technologies » de la Communauté de communes du Pays fertois ;
- **Vu** l'avis favorable de la commission « administration générale » de la Communauté de communes du Pays fertois ;
- **Vu** la délibération n°S9-2014-0063 en date du 26 novembre de la Communauté de communes du Pays fertois, modifiant ses statuts,
- **Considérant** l'urgente nécessité de pourvoir l'ensemble du territoire de la fibre optique et, préalablement de la montée en débit des réseaux existants, tant pour les entreprises que pour les particuliers, dans une recherche d'équité entre les zones urbanisées et les zones rurales et considérant que la date limite de commande est annoncée au 31 décembre 2014 pour pouvoir effectuer la montée en débit (MED) ;
- **Considérant** l'existence du syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique regroupant le département de Seine-et-Marne, la région Ile-de-France et les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) seine-et-marnais en charge de ces questions ;
- **Considérant** l'objet de ce syndicat mixte qui est de procéder à la conception, à la construction, à l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communications électroniques et activités connexes à l'intention de tous les Seine-et-Marnais ;
- **Considérant** la nécessité d'acquérir cette compétence en vue de la transférer au Syndicat mixte ;

**Après** avoir pris connaissance du dossier et en avoir délibéré, **le conseil municipal approuve à l'unanimité la création de l'article 17 des statuts, consistant à étendre les compétences de la communauté de communes du Pays fertois à l'aménagement numérique**, tel que défini comme suit : « la conception, la construction, l'exploitation et la commercialisation d'infrastructures, de réseaux et de services locaux de communications électroniques et activités connexes à l'intention de tous les habitants du Pays fertois » **et d'autoriser la communauté de communes à adhérer au Syndicat mixte Seine-et-Marne Numérique.**

#### **15. Mise en conformité accessibilité des bâtiments recevant du public**



La loi du 11 février 2005 dite « loi handicap », place au cœur de son dispositif, l'accessibilité du cadre bâti et des services, à toutes les personnes à mobilité réduite. Elle impose que tous les établissements recevant du public (ERP de 1<sup>ère</sup> à 5<sup>ème</sup> catégorie) soient accessibles à tous les usagers, et ce, quel que soit le type d'handicap, avant le 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Afin de répondre au retard pris par de nombreux maîtres d'ouvrage, collectivités et exploitants dans la réalisation des travaux, le Gouvernement a mis en place, par voie d'ordonnance N° 2014-1090 en date du 26 septembre 2014, les agendas d'accessibilité programmée (Ad'AP).

- **VU** la constitution, notamment son article 38,
- **VU** le code de la construction et de l'habitation,
- **VU** le code général des collectivités territoriales,
- **VU** le code de l'urbanisme,
- **VU** la loi N° 77-2 du 03 janvier 1977 sur l'architecture,
- **VU** la loi N° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- **VU** la loi N° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées,
- **VU** la loi N° 2014-789 du 10 juillet 2014 habilitant le gouvernement à adopter des mesures législatives pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,
- **VU** l'ordonnance N° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées,
- **VU** le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements,
- **VU** le décret 2014-1326 du 05 novembre 2014 modifiant les dispositions du code de la construction et de l'habitation relatives à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,
- **VU** le décret 2014-1327 du 05 novembre 2014 relatif à l'agenda d'accessibilité programmée pour la mise en accessibilité des établissements recevant du public et des installations ouvertes au public,

**Après avoir entendu l'exposé de monsieur le maire et après avoir pris connaissance du dossier et en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, s'engage à :**

- transmettre les attestations d'accessibilité relatives aux établissements recevant du public conformes aux règles d'accessibilité au 31/12/2014, au préfet avant le 28/02/2015, ainsi qu'à la commission pour l'accessibilité intercommunale ;
- à transmettre les attestations d'accessibilité relatives aux établissements recevant du public dont les travaux de mise en conformité sont en cours au 31/12/2014, au préfet, dans les 2 mois après l'achèvement des travaux, ainsi qu'à la commission pour l'accessibilité intercommunale,
- d'élaborer un Agenda d'Accessibilité Programmée pour tous les établissements recevant du public appartenant à la commune qui ne sont pas conformes à la loi N° 2005-102 du 11 février 2005, dite « loi handicap »,

- transmettre l'Agenda d'Accessibilité Programmée au préfet pour instruction, avant le 26 septembre 2015, ainsi qu'à la commission pour l'accessibilité intercommunale.

En outre, le conseil accepte la proposition de la CCPF de se charger de l'accompagnement des communes, et donc de Sainte-Aulde, pour le montage des procédures à suivre.

### **Questions diverses**

#### **Urbanisme : actualités**

Monsieur le maire demande à l'assistance de quitter la salle afin de traiter un dossier à huis clos.

Un administré a construit un bâti important sur sa propriété, sans autorisation communale préalable. Après maintes relances verbales et écrites, un dossier de permis de construire a été déposé et, après instruction par les services de l'État, est revenu refusé. Vu l'ampleur de cette réalisation effectuée en zone naturelle boisée classée, la commune ne peut que se ranger derrière l'avis formulé. Lors d'une réunion en mairie, le pétitionnaire a demandé de bénéficier d'une dérogation au regard de sa difficulté de trouver ailleurs le foncier qu'il juge nécessaire. Monsieur le maire tenait à solliciter l'avis de ses conseillers sur ce problème. A l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide d'engager une procédure judiciaire à l'encontre du pétitionnaire.

#### **Containers à verre de Caumont**

Monsieur le maire donne l'explication sur la disparition des bornes à verre, situées dans le bas de Caumont. En effet, les véhicules chargés du ramassage ont changé et la grue qui relève les bornes ne peut plus passer, gênée par les fils électriques situés à cet endroit. D'autre part, aucun autre foncier de la commune ne peut héberger ces bornes qu'il a donc fallu supprimer. Le seul point de dépôt de verres reste à l'entrée du village, côté Bourg et est donc vidé plus régulièrement que par le passé.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, le conseil municipal est clos à 00 h 10.

Gérard GEIST, maire